

En ligne tous les mercredis

04 juillet 2012

## Sommaire

### LA VIE ECONOMIQUE

- [Sommet européen : ce qu'il faut retenir](#)
- [Le SMIC revalorisé de 2 % au 1<sup>er</sup> juillet](#)
- [Les réactions des partenaires sociaux à la hausse du SMIC](#)
- [Alain Vidalies confirme un abaissement de la prévision de croissance pour 2013](#)
- [Croissance, pouvoir d'achat, chômage : l'Insee très pessimiste pour 2012](#)
- [Dix chiffres à connaître sur les salaires en France](#)
- [Le gouvernement tenté par un gel des tarifs du gaz](#)
- [Chômage : le nombre de demandeurs d'emploi a bondi en mai](#)
- [2 000 postes supplémentaires pour Pôle Emploi](#)
- [Les dépenses de l'Etat gelées à hauteur d'un milliard d'ici fin 2012](#)
- [Auto-entrepreneurs : le dialogue est lancé, l'audit aussi](#)
- [S&P menace de dégrader les assureurs français](#)
- [Cour des comptes : situation et perspectives des finances publiques 2012](#)

### COTISATIONS SECURITE SOCIALE/FISCALITE

- [Le retour à la retraite à 60 ans devrait rapporter de l'argent au régime général, selon la CNAV](#)
- [L'Etat veut davantage taxer les banques et les pétroliers](#)
- [Impôts : plus de 16 milliards d'euros de redressements en 2011](#)

### LA VIE DES ENTREPRISES

- [Gallimard s'offre Flammarion pour 251 millions d'euros](#)
- [Neo Security : 2 offres de reprise](#)
- [Le CE d'Air France en faillite](#)

### LA VIE DES DEPARTEMENTS

- [Yvelines : 300 postes supprimés chez Renault-Flins](#)
- [Seine-Saint-Denis : PSA, des menaces sur le site d'Aulnay-sous-Bois](#)
- [Essonne : le Grand stade devrait créer 8 000 emplois](#)

### TEXTES LEGISLATIFS ET

#### REGLEMENTAIRES/RAPPORTS DIVERS

- [Sécurité sociale : certification des comptes du régime général pour l'exercice 2011](#)
- [La balance des paiements et la position extérieure de la France](#)
- [Baromètre d'image des services publics en Europe, juin 2012](#)

### Qu'est-ce que Le.Crible ?

**Le.Crible** se propose de trier, dans l'actualité économique, politique, législative et réglementaire, toute information utile, directe et indirecte, en relation avec le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale.

Outre le suivi de l'actualité, on trouvera dans **Le.Crible** les projets de textes en débat. Le but étant de pouvoir se forger une opinion en se fondant sur ces projets, sur les commentaires qu'ils suscitent dans toute leur diversité, dans la presse écrite, télévisée, les journaux en ligne, etc.

Une bibliographie sera également proposée, qui signalera les différentes sorties de livres, là aussi dans un large éventail, sans esprit partisan.

Chaque sujet est systématiquement accompagné d'un lien Internet vers l'article source. Si ce lien est un plus, les sujets sont cependant rédigés de façon à pouvoir être lus sans que le lecteur soit obligé de se référer à la source.

L'équipe de rédaction étant de taille modeste, la couverture de l'actualité ne sera pas exhaustive. Et la formule sera peaufinée au fil des parutions et des réactions des lecteurs qui se manifesteront auprès du mail suivant :

[eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

## LA VIE ECONOMIQUE

### ● Sommet européen : ce qu'il faut retenir

Les 28 et 29 juin, à Bruxelles, s'est déroulé un sommet européen. Certaines décisions qui y ont été prises « *ont été accueillies positivement par les marchés financiers* ». Les principaux points à retenir ci-dessous.

- **Du côté des décisions prises :** **1)** La signature d'un pacte de croissance (pour 120 milliards d'euros d'investissements dont 60 par la Banque européenne d'investissement, le reste par le déblocage de fonds structurels) ; **2)** La possibilité de recapitalisation des banques directement par les fonds de secours européens (Mécanisme européen de stabilité [MES] et le Fonds européen de stabilité financière [FESF]) ; **3)** La Banque centrale européenne (BCE) « *jouera pleinement son rôle* » dans la supervision financière ; **4)** Un accord de principe sur le pacte de stabilité budgétaire a été entériné ; **5)** La possibilité pour les fonds de secours de venir en aide de manière plus flexible aux pays qui « *font leurs devoirs mais ne sont pas récompensés sur les marchés* », par exemple en achetant de la dette ; **6)** La création d'un brevet unique européen afin de réduire fortement le coût des inventions. La gestion administrative du futur organisme sera répartie entre Londres, Paris et Munich ; **7)** L'ouverture de négociations d'adhésion avec le Monténégro ; **8)** Deux nominations : Klaus Regling, président du FESF, prendra également la présidence du MES. Yves Mersch, président de la banque centrale du Luxembourg, rejoint le directoire de la BCE à la place de l'Espagnol José Manuel Gonzales-Paramo.

- **Du côté des points repoussés :** **1)** La désignation du futur président de l'Eurogroupe, qui réunit les ministres des Finances de la zone euro. Le luxembourgeois Jean-Claude Juncker, dont le mandat s'achève le 17 juillet, devrait être reconduit ; **2)** La création des eurobonds, dans le cadre du volet de solidarité financière, est au point mort ; **3)** Les modalités de l'intégration politique qui restent à définir.

François Hollande a annoncé qu'il allait soumettre « *rapidement* » au Parlement français, pour ratification, « *toutes les décisions* » adoptées au sommet européen de Bruxelles, y compris le pacte budgétaire européen.

[http://tempsreel.nouvelobs.com/la-crise-de-l-euro/20120629.OBS5638/crise-ce-qu-il-faut-retenir-du-sommet-europeen.html#xtor=EPR-1-\[Actu8h\]-20120630](http://tempsreel.nouvelobs.com/la-crise-de-l-euro/20120629.OBS5638/crise-ce-qu-il-faut-retenir-du-sommet-europeen.html#xtor=EPR-1-[Actu8h]-20120630)

(source : <http://tempsreel.nouvelobs.com> du 29/06/2012, Donald Hebert)

### ● Le SMIC revalorisé de 2 % au 1<sup>er</sup> juillet

Le taux horaire du SMIC a été revalorisé de 2 % au 1<sup>er</sup> juillet 2012 : 1,4 % au titre de l'inflation intervenue depuis la précédente revalorisation (de décembre 2011 à mai 2012) et 0,6 % au titre d'un « *coup de pouce* » supplémentaire décidé par le gouvernement. Le montant du SMIC brut horaire passe donc à 9,40 euros, soit 1425,67 euros bruts mensuels sur la base de la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires

<http://travail-emploi.gouv.fr/actualite-presse.42/communiqués.2138/revalorisation-du-smic-au-1er.15017.html>

(source : <http://travail-emploi.gouv.fr> du 26/06/2012)

[Retour au sommaire](#)

### ● Les réactions des partenaires sociaux à la hausse du SMIC

- **CGPME :** « *Cette mesure, même si elle ne va pas aussi loin que certaines revendications irréalistes pouvaient le laisser craindre, va pénaliser les entreprises en renchérissant le coût du travail. [...] Les TPE/PME, confrontées, pour un grand nombre d'entre elles, à un ralentissement de l'activité économique qui se traduit par un allègement du carnet de commandes et un effritement des marges, vont devoir, en sus de l'augmentation des cotisations retraites, assumer une décision politique aux conséquences économiques négatives. [...] Il est à craindre que cette mesure ne se traduise par la destruction de plusieurs dizaines de milliers d'emplois parmi les moins qualifiés. [...] La CGPME alerte les pouvoirs publics sur le fait que, à ce stade, tout prélèvement supplémentaire contraindrait les entreprises à des arbitrages douloureux au détriment de l'emploi et de l'investissement* ».

- **Laurence Parisot, MEDEF :** « *[Cette décision] permet aux salariés qui reçoivent le Smic d'avoir un peu plus que la simple augmentation liée aux critères économiques de l'inflation,*

et en même temps, on peut considérer que ce coup de pouce limite les risques à l'égard de l'emploi, de la création d'emplois et du maintien de l'emploi. [...] Nous avons toujours dit qu'il fallait rester dans les critères économiques objectifs qui depuis des décennies permettent d'augmenter le Smic en fonction de l'inflation. Le gouvernement a été au-delà, mais dans des proportions qui témoignent qu'il a intégré la réalité de l'économie d'aujourd'hui et l'objectif premier qui est l'emploi, l'emploi et l'emploi. [...] Nous savons que les augmentations du Smic au delà des critères économiques sont dangereuses pour l'emploi. [...] L'économie aujourd'hui en France et en Europe est très perturbée par les nombreuses incertitudes qui existent. L'évolution du Smic est une des variables qui peut perturber le fonctionnement de l'économie, mais ce n'est pas la seule ».

- **Jérôme Frantz, président de la Fédération des industries mécaniques (FIM)** : « Tous les économistes disent que c'est une connerie. Et moi je suis le premier à dire aussi que c'est une connerie. [...] On est dans des industries de main-d'œuvre avec une grande partie très qualifiée, mais aussi des gens qui sont peu qualifiés. [...] Chaque fois qu'on se fait rattraper par le Smic et qu'on a des collaborateurs qui sont rattrapés par le Smic, ça veut dire qu'il faut qu'on les augmente. [...] Donc en deux mots, on augmente nos coûts, non pas uniquement du Smic, mais de tous les gens qu'on est obligé d'augmenter dans l'entreprise ».

- **Paul Fourier, CGT** : « Cette annonce est une très forte déception et c'est un très mauvais signe envoyé aux salariés qui se sont notamment exprimés en faveur de François Hollande. [...] Le chiffre qu'il faut retenir, c'est 0,6 % et ça représente une baguette de pain par semaine ». Pour M. Fourier, l'argument du risque de perte de compétitivité qu'engendre une hausse du Smic n'est pas recevable, car « 75 % des salariés au Smic ne sont pas sur des secteurs exposés à la concurrence internationale. [...] On a l'impression qu'il y a eu ces derniers jours de fortes pressions du patronat, [...] les attentes sociales n'ont pas trouvé de réponse avec cette annonce du jour ».

- **Marie-Alice Medeuf-Andrieu, Force Ouvrière** : « [Cette décision] va engendrer frustration et mécontentement chez les salariés qui attendaient une mesure plus significative. [...] Le coup de pouce n'est que de 0,6 %. Nous considérons, en plus, que le reste est un à valoir sur janvier 2013, ce qui veut dire qu'en janvier, la revalorisation sera peanuts. [...] C'est une déception et nous sommes persuadés qu'une revalorisation significative permettrait de relancer la croissance. [...] FO proposera à la conférence sociale de juillet de revoir le calcul de revalorisation du Smic en introduisant un indice de mesure du pouvoir d'achat, [plus juste, d'après Mme Medeuf-Andrieu, que l'indice d'inflation] qui ne correspond pas au pouvoir d'achat ».

[http://www.challenges.fr/economie/20120626.CHA7913/toutes-les-reactions-a-la-revalorisation-du-smic-de-2-au-1er-juillet.html#xtor=EPR-7-\[Quot18h\]-20120626](http://www.challenges.fr/economie/20120626.CHA7913/toutes-les-reactions-a-la-revalorisation-du-smic-de-2-au-1er-juillet.html#xtor=EPR-7-[Quot18h]-20120626)

(source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 26/06/2012)

### ● **Alain Vidalies confirme un abaissement de la prévision de croissance pour 2013**

Alain Vidalies, ministre en charge des Relations avec le Parlement, a indiqué, le 25 juin, que le gouvernement allait réviser à la baisse ses estimations, tablant désormais sur une prévision de croissance entre 0,9 et 1,3 %, au lieu de 1,7 %. M. Vidalies a insisté sur le fait que cette éventuelle baisse de la prévision de croissance interviendrait dans le cadre de la loi de finances ordinaire à l'automne, et non lors du collectif budgétaire en juillet.

[http://www.challenges.fr/fiscalite/20120626.CHA7900/alain-vidalies-confirme-un-abaissement-de-la-prevision-de-croissance-pour-2013.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20120626](http://www.challenges.fr/fiscalite/20120626.CHA7900/alain-vidalies-confirme-un-abaissement-de-la-prevision-de-croissance-pour-2013.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20120626)

(source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 26/06/2012)

[Retour au sommaire](#)

### ● **Croissance, pouvoir d'achat, chômage : l'Insee très pessimiste pour 2012**

Mardi 26 juin, l'Insee a estimé, **pour 2013**, à + 0,2 % l'acquis de croissance, précisant toutefois que les incertitudes sont telles que ce chiffre n'est pas significatif.

**Pour 2012**, l'Institut prévoit une dégradation de la quasi totalité des indicateurs : **1)** L'emploi marchand serait touché avec 25 000 postes supprimés sur l'ensemble de l'année. Le taux de chômage augmenterait à 10,3 % fin 2012, dont 9,9 % en métropole ; **2)** Le pouvoir d'achat baisserait de 0,6 % et même de 1,2 % par unité de consommation (indice qui permet de mesurer l'impact individuel), soit le repli le plus important depuis 1984. La baisse du pouvoir

d'achat serait par conséquent, cette année, de 1,1 % par habitant et de 1,6 % par ménage ; **3)** Le taux d'épargne des ménages baisserait à 15,6 % sur l'ensemble de 2012 (15,1 % fin 2012) ; **4)** L'investissement des entreprises, lui, serait atone (- 0,3 % contre + 5,1 % en 2011) et les marges de ces dernières continueraient de baisser (- 1,2 point, à 27,3 %), atteignant ainsi leur plus bas niveau depuis le milieu des années 1980.

<http://www.capital.fr/a-la-une/actualites/l-insee-anticipe-une-forte-degradation-du-pouvoir-d-achat-en-2012-736347>

(source : [www.capital.fr](http://www.capital.fr) du 26/06/2012, Jean-Baptiste Vey, édité par Yves Clarisse)

#### ● Dix chiffres à connaître sur les salaires en France

D'après l'étude publiée le 26 juin par l'Insee, voici 10 chiffres significatifs sur les salaires des Français en 2010 : **01)** Le salaire net moyen (à ne pas confondre avec le salaire médian) en France est de 2 082 euros ; **02)** 50 % des salariés gagnent moins de 1 675 euros par mois, 90 % moins de 3 317 euros, tandis que les 1 % les mieux payés gagnent plus de 7 654 euros ; **03)** Les bas salaires ont baissé de 0,1 % en 2010 ; **04)** le salaire net moyen des ouvriers est de 1 583 euros ; **05)** Le salaire net moyen des cadres est de 3 950 euros ; **06)** Une femme gagne, en moyenne, 20 % de moins qu'un homme ; **07)** Les salariés à temps partiel sont moins bien payés de 17 % ; **08)** Les heures supplémentaires représentent 8,4 % du salaire ; **09)** 58 % des salariés ont été augmentés en 2010 ; **10)** Les salaires des jeunes sont ceux qui progressent le plus.

[http://lexpansion.lexpress.fr/economie/dix-chiffres-a-connaître-sur-les-salaires-en-france\\_307605.html](http://lexpansion.lexpress.fr/economie/dix-chiffres-a-connaître-sur-les-salaires-en-france_307605.html)

- L'étude de l'Insee :

[http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref\\_id=IP1403#inter9](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=IP1403#inter9)

(source : <http://lexpansion.lexpress.fr> du 27/06/2012, Robin van Lonkhuijsen, et [www.insee.fr](http://www.insee.fr), juin 2012, Guillaume Bichler et Roselyne Kerjose)

#### ● Le gouvernement tenté par un gel des tarifs du gaz

Malgré la demande de hausse de 5 % d'EDF Suez en juillet, et malgré les conclusions du Rapporteur public qui lui donne raison (jugement définitif du Conseil d'Etat mi-juillet), le gouvernement envisagerait de geler les tarifs du gaz. D'après Les Echos, citant une source proche du dossier : « *Le gouvernement peut décider de ne pas respecter la loi, mais il sera vite rattrapé par le Conseil d'Etat, comme son prédécesseur* ».

<http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0202149553381-le-gouvernement-tente-par-un-gel-des-tarifs-du-gaz-339549.php>

(source : [www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr) du 01/07/2012, Thibaut Madelin)

#### ● Chômage : le nombre de demandeurs d'emploi a bondi en mai

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité en France métropolitaine a atteint, en mai, le chiffre de 2,922 millions de personnes, soit 33 300 de plus qu'en avril (+ 1,2 %), marquant un 13<sup>ème</sup> mois consécutif de hausse. Sur un an, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi est de 8 %.

[http://www.challenges.fr/economie/20120626.CHA7921/le-nombre-de-demandeurs-d-emploi-a-bondi-en-mai-pour-atteindre-2-922-millions-de-personnes.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20120627](http://www.challenges.fr/economie/20120626.CHA7921/le-nombre-de-demandeurs-d-emploi-a-bondi-en-mai-pour-atteindre-2-922-millions-de-personnes.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20120627)

- Tous les chiffres :

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/PI-Mensuelle-Forna7tti-2.pdf>

(source : [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr), <http://travail-emploi.gouv.fr> du 26/06/2012)

[Retour au sommaire](#)

#### ● 2 000 postes supplémentaires pour Pôle Emploi

Michel Sapin, ministre du Travail, a annoncé le 2 juillet, que Pôle emploi allait recruter 2 000 salariés en CDI d'ici fin 2012, en priorité parmi les agents embauchés en CDD au printemps.

[http://www.liberation.fr/economie/2012/07/02/sapin-annonce-2-000-embauches-en-cdi-a-pole-emploi-d-ici-fin-2012\\_830560](http://www.liberation.fr/economie/2012/07/02/sapin-annonce-2-000-embauches-en-cdi-a-pole-emploi-d-ici-fin-2012_830560)

(source : [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr) du 02/07/2012)

### ● Les dépenses de l'Etat gelées à hauteur d'un milliard d'ici fin 2012

Selon les lettres de cadrage transmises jeudi 28 juin aux ministres et ministres délégués par le 1<sup>er</sup> ministre, Jean-Marc Ayrault, les ministères devront réduire leurs dépenses de fonctionnement de 7 % en 2013 par rapport au budget de 2012, puis de 4 % en 2014 et en 2015 par rapport à l'année précédente.

- **Matignon** : « *Un effort de même ampleur sera appliqué dans cet esprit d'équité et d'efficacité aux dépenses d'intervention. [...] Dans un souci de répartition équitable de l'effort, l'ensemble de ces principes sera décliné également aux dépenses de personnel, de fonctionnement et d'intervention des opérateurs de l'Etat. [...] Les effectifs publics devront baisser de 2,5 % par an entre 2013 et 2015, hors secteurs prioritaires - éducation, police, gendarmerie, justice* ».

- **Jérôme Cahuzac**, ministre du budget, sur BFM TV : « *[Jean-Marc Ayrault a] indiqué que certaines dépenses qui étaient prévues ne s'effectueraient pas dans l'immédiat et se rajouteraient au gel déjà appliqué. Chaque ministère y contribuera [...] mais, en gros, 1 milliard de dépenses qui devaient être engagées d'ici à la fin de l'année seront gelées* ». Concernant le retour à l'équilibre budgétaire en fin de quinquennat, M. Cahuzac a dit : « *Tout ce qu'on pourra faire comme économies devra être fait afin de ne [pas] compter uniquement sur [la] fiscalité pour redresser ce pays* ».

M. Cahuzac a également annoncé la fin du bouclier fiscal, qui a coûté, selon Le Parisien, « *735 millions d'euros à l'Etat l'an dernier* ». Il a de plus confirmé le rétablissement de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et la hausse des droits de succession. Il a également confirmé la taxation des dividendes à 3 % dès cette année et précisé que la taxe sur les transactions financières, mise en place par le gouvernement de M. Fillon, devrait voir son taux relevé de 0,2 point afin d'atteindre le produit prévu par la majorité précédente.

[http://www.liberation.fr/economie/2012/06/26/les-depenses-gelees-a-hauteur-de-un-milliard-d-ici-fin-2012\\_829143](http://www.liberation.fr/economie/2012/06/26/les-depenses-gelees-a-hauteur-de-un-milliard-d-ici-fin-2012_829143)

<http://www.leparisien.fr/economie/exclusif-le-bouclier-fiscal-a-coute-735-meur-en-2011-26-06-2012-2065725.php?xtor=EREC-109----1346501@1>

[http://www.challenges.fr/france/20120628.CHA8327/importantes-coupes-budgetaires-pour-les-fonctionnaires-non-prioritaires.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20120629](http://www.challenges.fr/france/20120628.CHA8327/importantes-coupes-budgetaires-pour-les-fonctionnaires-non-prioritaires.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20120629)

(sources : [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr), [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr) du 26/06/2012, Olivier Baccuzat, Boris Cassel, [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr) du 29/06/2012)

[Retour au sommaire](#)

### ● Auto-entrepreneurs : le dialogue est lancé, l'audit aussi

Suite à ses déclarations sur une éventuelle réforme du régime des auto-entrepreneurs (cf. Le.Crible n°59), Sylvia Pinel, ministre de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme, a reçu l'Union des Auto-entrepreneurs (UAE) et la Fédération des auto-entrepreneurs (Fedae). Mme Pinel a confirmé, à l'issue de ces rencontres, la mise en place d'une évaluation de ce régime.

- l'**UAE** : « *Cette rencontre nous a notamment permis de dresser un état des lieux de l'auto-entrepreneuriat et de sa contribution à la liberté d'entreprendre en France, mais aussi d'évoquer des pistes d'améliorations nécessaires pour assurer la pérennité du régime, faire converger les régimes entrepreneuriaux entre eux et apaiser* ». Avant d'avancer un certain nombre de propositions : « *Pas de cotisations sans chiffre d'affaires pour les entrepreneurs individuels comme pour les auto-entrepreneurs, leur laisser le choix du régime fiscal micro c'est-à-dire hors champ de TVA, [évolution possible des plafonds prévus pour les auto-entrepreneurs, de même la possibilité de] rendre l'assurance responsabilité civile professionnelle obligatoire pour les auto-entrepreneurs [ainsi que] tous les deux ou trois ans, un entretien avec un centre de gestion agréé ou avec un expert-comptable* ».

- **La Fedae** veut « *entamer un dialogue serein et constructif avec l'Etat* » et apporter « *son concours* » à l'évaluation du régime. Ses propositions ? Maintenir certains points essentiels comme « *la franchise en base de TVA, le fonctionnement du régime micro-social et micro-fiscal simplifié, la non-limitation dans le temps et la dispense d'immatriculation au répertoire des métiers et au registre du commerce et des sociétés* ».

[http://entrepreneur.lesechos.fr/entreprise/creation/actualites/auto-entrepreneurs-le-dialogue-est-lance-l-audit-aussi-10020069.php?xtor=EPR-1500-\[LEE\\_quotidienne\]-20120627-\[s=461370\\_n=6\\_c=601\\_l\]-937960@1](http://entrepreneur.lesechos.fr/entreprise/creation/actualites/auto-entrepreneurs-le-dialogue-est-lance-l-audit-aussi-10020069.php?xtor=EPR-1500-[LEE_quotidienne]-20120627-[s=461370_n=6_c=601_l]-937960@1)

(source : <http://entrepreneur.lesechos.fr> du 27/06/2012, Valérie Talmon)

### ● S&P menace de dégrader les assureurs français

- **Standard & Poor's** : « *Les assureurs français que nous notons sont significativement exposés aux marchés actions mais aussi à des risques de crédit croissants après plusieurs abaissements de notations, en particulier de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, de l'Irlande et de la Grèce* », rappelant au passage que les notes des assureurs français sont pour plus de la moitié (56 %) assorties d'une perspective négative, ce qui ouvre la voie à leur révision à la baisse à moyen terme. S&P estime aussi que les assureurs-vie souffrent davantage que leurs concurrents, en assurance-dommage par exemple, car ils doivent notamment affronter la concurrence des banques de dépôt.

[http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/finance-marches/actu/0202147314520-s-p-menace-de-degrader-les-assureurs-francais-339150.php?xtor=EPR-1500-\[nl\\_8h\]-20120629-\[s=461370\\_n=3\\_c=306\\_l\]-937960@1](http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/finance-marches/actu/0202147314520-s-p-menace-de-degrader-les-assureurs-francais-339150.php?xtor=EPR-1500-[nl_8h]-20120629-[s=461370_n=3_c=306_l]-937960@1)

(source : [www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr) du 29/06/2012)

[Retour au sommaire](#)

### ● Cour des comptes : situation et perspectives des finances publiques 2012

Dans son rapport publié le 2 juillet, la Cour des comptes pointe un certain nombre de problèmes. Elle appelle à un effort « *substantiel* » et « *impératif* » pour respecter le retour du déficit à 3 % de PIB en 2013 (un plan de redressement de 33 milliards d'euros en se basant sur une hypothèse de croissance de 1 %). Si l'action doit porter « *en priorité* » sur la baisse des dépenses, « *des hausses de CSG ou de TVA paraissent incontournables* ». Elle relève entre 1,2 milliard et 2 milliards d'euros de dépenses programmées pour 2012 qui ne sont pas financées : opérations militaires extérieures (200 millions d'euros), prime de Noël aux bénéficiaires du RSA (450 millions), bourses pour les étudiants (120 millions), allocation aux adultes handicapés (280 millions), demandes d'asile (entre 55 et 100 millions)... La Cour note aussi des dépassements pour les aides au logement (entre 100 et 200 millions) et les allocations de solidarité (150 millions) et pointe un risque de dépassement de 300 millions d'euros sur la masse salariale des fonctionnaires, sur un total de 81 milliards d'euros. Elle estime aussi que les recettes fiscales cette année devraient être inférieures de 6 à 10 milliards d'euros aux prévisions inscrites dans le programme de stabilité. Pourquoi ? 1) La croissance ne produit pas autant de recettes que le gouvernement Fillon l'escomptait. 2) Les droits de mutation ont bondi de 23 % l'an dernier et le gouvernement Fillon avait émis l'hypothèse qu'ils se maintiendraient à ce niveau cette année ; or pour la Cour des comptes il faut plutôt s'attendre à une moins-value comprise entre 800 millions et 1,2 milliard d'euros. 3) La croissance, enfin, qui sera certainement inférieure aux prévisions. La Cour estime également le déficit de la Sécurité sociale à 15 milliards d'euros, supérieur aux 13,8 milliards d'euros que prévoyait le gouvernement Fillon. Le problème ? Les recettes de la Sécurité sociale, explique le journal Les Echos : « *La masse salariale, sur laquelle sont prélevées les cotisations, ne progressa pas de 3 % comme on s'y attendait fin 2011 lors du vote du budget. L'aggravation de la crise économique ne permet plus d'être aussi optimiste. La direction de la Sécurité sociale, citée par la Cour, estime qu'une progression de 2,5 % porterait le déficit à 14,5 milliards. Et si elle se limitait à 2,25 % - ce qui est probable, étant donné les dernières statistiques publiées par l'Acoss qui chapeaute les Urssaf -, le déficit serait de 15 milliards* ». Ceci pour le déficit du régime général. Mais il faut ajouter celui du Fonds de solidarité vieillesse (FSV), qui prend en charge les cotisations retraite des chômeurs. « *La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012 prévoyait un déficit de 4,1 milliards d'euros. Il devrait finalement s'élever à 4,4 milliards, juge la Cour des comptes, à cause d'un nombre de demandeurs d'emploi plus élevé* ».

[http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202150519478-jusqu-a-2-milliards-d-euros-de-depenses-ne-sont-pas-financees-selon-la-cour-des-comptes-339807.php?xtor=EPR-1500-\[lesechos18\]-20120702-\[s=461370\\_n=2\\_c=201\\_l\]-937960@1](http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202150519478-jusqu-a-2-milliards-d-euros-de-depenses-ne-sont-pas-financees-selon-la-cour-des-comptes-339807.php?xtor=EPR-1500-[lesechos18]-20120702-[s=461370_n=2_c=201_l]-937960@1)

[http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202151140184-securite-sociale-vers-un-deficit-de-15-milliards-d-euros-339907.php?xtor=EPR-1500-\[lesechos18\]-20120702-\[s=461370 n=2 c=201 \]-937960@1](http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202151140184-securite-sociale-vers-un-deficit-de-15-milliards-d-euros-339907.php?xtor=EPR-1500-[lesechos18]-20120702-[s=461370 n=2 c=201 ]-937960@1)

[http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202150387350-rigueur-plus-de-30-milliards-necessaires-selon-la-cour-des-comptes-339797.php?xtor=EPR-1500-\[lesechos18\]-20120702-\[s=461370 n=2 c=201 \]-937960@1](http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202150387350-rigueur-plus-de-30-milliards-necessaires-selon-la-cour-des-comptes-339797.php?xtor=EPR-1500-[lesechos18]-20120702-[s=461370 n=2 c=201 ]-937960@1)

[http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202150474039-impots-les-previsions-sont-beaucoup-trop-optimistes-339829.php?xtor=EPR-1500-\[lesechos18\]-20120702-\[s=461370 n=2 c=201 \]-937960@1](http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202150474039-impots-les-previsions-sont-beaucoup-trop-optimistes-339829.php?xtor=EPR-1500-[lesechos18]-20120702-[s=461370 n=2 c=201 ]-937960@1)

- **Le rapport de la Cour des comptes :**

<http://www.ccomptes.fr/index.php/Publications/Publications/Situation-et-perspectives-des-finances-publiques-2012>

(sources : [www.ccomptes.fr](http://www.ccomptes.fr) du 02/07/2012, [www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr) du 02/07/2012, Vincent Collen, Etienne Lefebvre, Lucie Robequain)

## **COTISATIONS SECURITE SOCIALE/FISCALITE**

● **Le retour à la retraite à 60 ans devrait rapporter de l'argent au régime général, selon la CNAV**

A cela, deux raisons : **1)** Les dépenses supplémentaires liées à la réforme seront en 2013 de 450 millions d'euros et non de 1,1 milliard comme le gouvernement l'avait prévu, selon les estimations de la Cnav, et de 1,7 milliard en 2017 au lieu des 3 milliards anticipés ; **2)** Côté financement, la hausse progressive du taux de cotisation vieillesse rapportera, toujours selon la CNAV, un peu plus d'un milliard d'euros en 2013, et 2,7 milliards en 2017.

- **Résultat** : si l'on s'en tient aux chiffres de la CNAV, indique La Dépêche, « *la réforme voulue par M. Hollande aura donc, en l'état, un impact excédentaire de 600 millions dès 2013 et de plus de 1 milliard en 2017. Au total, les chiffres fournis par la CNAV montrent que d'ici fin 2020 la réforme est supposée rapporter 7,8 milliards d'euros* ».

<http://www.ladepeche.fr/article/2012/06/28/1388529-le-retour-partiel-de-la-retraite-a-60-ans-va-rapporter-de-l-argent-comment-est-ce-possible.html>

(source : [www.ladepeche.fr](http://www.ladepeche.fr) du 28/06/2012)

● **L'Etat veut davantage taxer les banques et les pétroliers**

- **Les pétroliers** : le gouvernement attend d'eux une contribution exceptionnelle d'environ 500 millions. Motif ? Ces groupes, notamment Total, ne paient parfois pas d'impôt sur les sociétés, alors qu'ils réalisent des profits considérables au niveau mondial. « *Exigible pour la seule année 2012, la contribution prendra la forme d'une taxe de 4 % sur la valeur des stocks de produits pétroliers. Seront touchées les compagnies pétrolières (Total, Shell, etc.), mais aussi les raffineurs, les grandes surfaces (Carrefour, Leclerc, etc.) et les entreprises de stockage dans les ports (Rubis...)* ».

- **Les banques** seront sollicitées de 2 manières : via une taxe sur les transactions financières qui sera relevée de 0,1 % à 0,2 % (1<sup>er</sup> août) et via le doublement de la taxe sur les risques systémiques (actuellement égale à 0,25 % des minima de fonds propres exigés dans les banques) qui sera relevée à 0,5 %, soit une charge d'un peu plus de 500 millions cette année. « *La taxe pourrait alimenter un fonds de garantie dans le cadre d'une éventuelle union bancaire européenne. Pour l'heure, elle devrait surtout réduire le déficit* ».

[http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202143495128-impots-les-dernieres-surprises-338390.php?xtor=EPR-1500-\[nl\\_8h\]-20120628-\[s=461370 n=2 c=201 \]-937960@1](http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202143495128-impots-les-dernieres-surprises-338390.php?xtor=EPR-1500-[nl_8h]-20120628-[s=461370 n=2 c=201 ]-937960@1)

(source : [www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr) du 28/06/2012, Lucie Robequain)

[Retour au sommaire](#)

● **Impôts : plus de 16 milliards d'euros de redressements en 2011**

D'après le rapport annuel de la Direction générale des finances publiques, publié le 02/07, les redressements notifiés ont atteint 16,4 milliards d'euros, un chiffre en hausse de 2,5 % par rapport à l'année précédente. Bercy a réclamé 13,5 milliards d'impayés et infligé 2,9 milliards d'euros de pénalités. Les « contrôles sur place » (directement chez les particuliers et les entreprises) ont rapporté près de 11 milliards d'euros de droits et pénalités. Les contrôles sur pièces, eux, (réalisés depuis le bureau des agents du fisc), ont rapporté 5,6 milliards d'euros.

[http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202151224775-impots-plus-de-16-milliards-d-euros-de-redressements-en-2011-339927.php?xtor=EPR-1500-\[france\]-20120702-\[s=461370 n=2 c=201 \]-937960@1](http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202151224775-impots-plus-de-16-milliards-d-euros-de-redressements-en-2011-339927.php?xtor=EPR-1500-[france]-20120702-[s=461370 n=2 c=201 ]-937960@1)

(source : [www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr) du 02/07/2012, Lucie Robequain)

## LA VIE DES ENTREPRISES

### ● Gallimard s'offre Flammarion pour 251 millions d'euros

Le 26/06, RCS MediaGroup a déclaré avoir accepté une offre contraignante de 251 millions d'euros de Madrigall, la société-mère de Gallimard, sur sa filiale d'édition française Flammarion.

<http://www.capital.fr/bourse/actualites/gallimard-s-offre-flammarion-pour-251-millions-d-euros-736353>

(source : [www.capital.fr](http://www.capital.fr) du 26/06/2012, Jennifer Clark & Wilfrid Exbrayat)

### ● Neo Security : 2 offres de reprise

- **Neo Security**, en redressement judiciaire : « *Dans le cadre de la procédure collective engagée afin de trouver un repreneur pour Neo Security, deux offres ont été reçues. Elles permettent d'ores et déjà d'annoncer que près de 90 % des emplois devraient être repris et que la continuité de service pour les clients sera assurée* ». L'identité des éventuels repreneurs n'est pas connue à l'heure où est écrit cet article.

[http://www.liberation.fr/economie/2012/06/28/deux-offres-de-reprises-deposees-pour-neo-security\\_829753](http://www.liberation.fr/economie/2012/06/28/deux-offres-de-reprises-deposees-pour-neo-security_829753)

(source : [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr) du 28/06/2012)

### ● Le CE d'Air France en faillite

« *Malgré un chèque providentiel de 4,1 M€, le comité d'entreprise de la compagnie sera en cessation de paiement mi-août. Une faillite qui ponctue plus de dix ans de difficultés* », explique Le Parisien. Deux ans après avoir frôlé la faillite, le comité central d'entreprise (CCE) d'Air France (l'un des plus gros de France avec 80 M€ de budget global), est à nouveau au bord du gouffre. Motifs ? « *Gestion hasardeuse* » et guerre syndicale, toujours d'après Le Parisien.

<http://www.leparisien.fr/economie/le-ce-d-air-france-en-faillite-29-06-2012-2070709.php>

(source : [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr) du 29/06/2012, Amine Gérard)

## LA VIE DES DEPARTEMENTS

### ● Yvelines : 300 postes supprimés chez Renault-Flins

C'est 300 suppressions de postes qu'a annoncé le 27 juin la direction de Renault-Flins, suppressions qui toucheront le secteur tertiaire (services administratifs, maintenance, personnel de ménage), épargnant les employés des chaînes de production.

- **La direction** : « *Le plan se traduira par des départs en retraite non remplacés et la mobilité interne. Il n'y aura ni licenciements ni départs forcés* ».

Les syndicats sont plutôt sceptiques quant à cette dernière promesse, la frontière étant mince, pour eux, entre un employé « *forcé* » et un employé « *convaincu* » de partir.

- **Ali Kaya, secrétaire général de la CGT à Renault-Flins** : « *Ils ont déjà commencé à mettre la pression sur le personnel du ménage pour qu'ils acceptent les mutations* ».

**Pour la direction**, supprimer 300 des 1 000 postes tertiaires, c'est maintenir « *la pérennité économique et la viabilité du site* ».

<http://www.leparisien.fr/yvelines-78/300-postes-supprimees-chez-renault-flins-28-06-2012-2069007.php?xtor=EREC-109----1346501@1>

(source : [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr) du 28/06/2012, Mehdi Gherdane)

[Retour au sommaire](#)

### ● Seine-Saint-Denis : PSA, des menaces sur le site d'Aulnay-sous-Bois

Si la direction de PSA n'a pas annoncé ce qu'elle entendait faire du site d'Aulnay (3 000 CDI + 300 intérimaires), les syndicats estiment, selon Le Parisien, « *que l'arrêt de la production à Aulnay, dont le sort fait l'objet de fortes inquiétudes depuis un an, sera annoncé avant le*



début des congés payés imposés en août. L'annonce jeudi par la direction d'un Comité central extraordinaire (CCE) avant fin juillet accrédite fortement cette hypothèse ». Au-delà d'Aulnay, selon Christian Lafaye, délégué central Force ouvrière, c'est de « 8 à 10 000 postes », qui sont menacés, via des suppressions, redéploiements et départs volontaires.

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-politique/psa-aulnay-michel-sapin-assure-que-l-etat-sera-present-29-06-2012-2070719.php>

[http://www.challenges.fr/entreprise/20120703.CHA8387/10-000-postes-et-le-site-d-aulnay-menaces-chez-psa.html#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20120703](http://www.challenges.fr/entreprise/20120703.CHA8387/10-000-postes-et-le-site-d-aulnay-menaces-chez-psa.html#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20120703)

(sources : [www.leparisien](http://www.leparisien.fr) du 29/06/2012 et [www.challenges](http://www.challenges.fr) du 03/07/2012)

#### ● Essonne : le Grand Stade devrait créer 8 000 emplois

L'annonce, le 29/06, du choix du site de l'ex-hippodrome d'Evry-Ris-Orangis par la Fédération française de rugby pour l'implantation du Grand Stade (82 000 places), est une aubaine pour le département. **Thierry Mandon**, député-maire PS de Ris-Orangis : « Nous tablons sur la création de 8 000 emplois permanents. Ce projet est le premier d'une telle ampleur dans le secteur sud depuis cinquante ans et la création des villes nouvelles ».

**Jérôme Guedj**, président PS du Conseil général : « Nous prévoyons un accroissement du produit intérieur brut de l'Essonne de l'ordre de 100 M€ par an et 12 M€ de recettes fiscales supplémentaires ». Le secteur des travaux publics devrait être largement bénéficiaire dans cette opération. **Francis Chouat**, vice-président du conseil général et maire PS d'Evry : « Le département sera maître d'œuvre dans la construction de la passerelle de 31 M€ reliant la gare de Ris au stade. Les entreprises essonniennes répondront évidemment à l'appel ».

<http://www.leparisien.fr/essonne-91/le-grand-stade-devrait-creer-8-000-emplois-02-07-2012-2074178.php?xtor=EREC-109----1346501@1>

(source : [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr) du 02/07/2012, Julien Heyligen)

[Retour au sommaire](#)

### TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES/RAPPORTS DIVERS

#### ● Sécurité sociale : certification des comptes du régime général pour l'exercice 2011

- **Présentation par la cour des comptes** : « La Cour prend position sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle de neuf séries d'états financiers (comptes de résultats, bilans et annexes) : les comptes combinés des quatre branches (maladie, accidents du travail - maladies professionnelles, famille et vieillesse) et de l'activité de recouvrement du régime général, qui comprennent au total 341 organismes différents ; les comptes annuels des quatre caisses et de l'agence nationales qui en sont les têtes de réseau (la CNAMTS, la CNAF, la CNAVTS, l'ACOSS). En 2011, les charges des quatre branches du régime général se sont élevées à 360,2 Md€, dont 184,4 Md€ pour la branche maladie, 107,8 Md€ pour la branche vieillesse, 55,6 Md€ pour la branche famille et 12,4 Md€ pour la branche accidents du travail et maladies professionnelles. Par ailleurs, l'activité de recouvrement du régime général, pilotée par l'ACOSS, a mis en recouvrement 371,4 Md€ de cotisations et de contributions sociales ainsi que d'impositions, affectées aux branches de prestations du régime général, à d'autres régimes et organismes de sécurité sociale et à des organismes extérieurs à la sphère de la sécurité sociale, en particulier, depuis 2011, à l'Unedic au titre de l'assurance chômage. Tout en prenant acte de l'importance des réorganisations majeures en cours au sein des différents réseaux et des nombreux progrès réalisés depuis plusieurs années, la Cour a constaté en 2011 un sensible ralentissement de la démarche continue et progressive d'amélioration de la qualité des comptes du régime général. Il en résulte certaines évolutions notables des positions arrêtées par la Cour pour l'exercice 2011.

- **Comptes de l'activité de recouvrement et de l'ACOSS** : certification avec réserves.

- **Comptes de la branche maladie et de la CNAMTS** : certification avec réserves.

- **Comptes de la branche des accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP)** : refus de certification.

- **Comptes de la branche famille et de la CNAF** : refus de certification ».

<http://www.ccomptes.fr/index.php/Actualites/A-la-une/Certification-des-comptes-du-regime-general-de-securite-sociale-exercice-2011>

- Tous les documents :

<http://www.ccomptes.fr/index.php/Publications/Publications/Certification-des-comptes-du-regime-general-de-securite-sociale-exercice-2011>

(source : [www.ccomptes.fr](http://www.ccomptes.fr) du 28/06/2012)

### ● La balance des paiements et la position extérieure de la France

- **Présentation par la Banque de France** : « En 2011, le solde des transactions courantes de la France enregistre un déficit de 38,9 milliards d'euros, soit 1,9 % du PIB, contre 1,6 % en 2010. Le déficit des échanges de biens augmente et atteint -73,5 milliards en 2011, après -52,9 milliards en 2010. L'excédent des services se renforce, de 15,9 milliards en 2010 à 24,2 milliards en 2011. Considérés globalement, les revenus et les transferts courants sont excédentaires de 10,4 milliards en 2011. **1)** Les investissements directs français à l'étranger excèdent les investissements directs étrangers en France de 35 milliards (montant équivalent à celui de 2010) ; **2)** Les entrées de capitaux au titre des investissements de portefeuille, c'est-à-dire d'investissements sous formes de titres autres que de participation, s'élèvent à 252 milliards (achat de titres français par les non résidents et ventes de titres étrangers par les résidents), ce qui constitue un plus haut historique ; **3)** Les opérations de prêts et emprunts avec les non résidents se soldent par des sorties de capitaux, à hauteur de 177 milliards. Elles sont imputables à un mouvement de désendettement net des résidents vis-à-vis des non résidents (96 milliards) et à un accroissement des avoirs (81 milliards) ; **4)** La position extérieure de la France, écart entre le stock des avoirs des résidents français à l'étranger et, en sens inverse, des non résidents en France, est débitrice de 317 milliards en valeur de marché à la fin de 2011 ».

<http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/balance-des-paiements-et-economie-internationale/la-balance-des-paiements/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-france.html>

- **Rapport annuel 2011 : La balance des paiements et la position extérieure de la France (118 pages)** :

[http://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Economie\\_et\\_Statistiques/BDP-rapport-annuel-2011.pdf](http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie_et_Statistiques/BDP-rapport-annuel-2011.pdf)

(source : [www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr) du 26/06/2012)

### ● Baromètre d'image des services publics en Europe, juin 2012

- **Présentation par l'Institut Paul Delouvrier** : « Baromètre des services publics – Europe. En 2009, l'Institut a lancé un baromètre européen dont l'objectif est de comparer, selon les pays, l'opinion des citoyens européens sur leurs services publics. Ce baromètre européen paraît à fréquence annuelle également. Grâce à sa singularité et à la notoriété acquise au fil des ans, les baromètres de l'Institut Paul Delouvrier intéressent plusieurs cibles potentielles. Tel est le cas de la Direction générale de la modernisation de l'Etat (DGME) du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique qui a décidé de renforcer son partenariat avec l'Institut en signant (avril 2009) une convention en vue de lui confier des analyses d'opinion/satisfaction spécifiques ».

<http://www.delouvrier.org/?q=travaux/barometre>

- **L'ensemble de l'étude (20 pages)** :

<http://www.delouvrier.org/themes/delouvrier/pdf/Barometre%20europeen2012.pdf>

(source : [www.delouvrier.org](http://www.delouvrier.org), juin 2012)

[Retour au sommaire](#)

**Le.Crible, la lettre d'information hebdomadaire de l'Urssaf de Paris/région parisienne.** En ligne tous les mercredis  
Directeur de la publication : Vincent Ravoux, directeur général de l'Urssaf de Paris-région parisienne  
Rédacteur en chef : Eric Tessier  
Contact : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)

Si vous ne désirez plus recevoir cette newsletter, merci d'envoyer un mail à l'adresse suivante : [eric.tessier@urssaf.fr](mailto:eric.tessier@urssaf.fr)